

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95010 CERGY-PONTOISE

Pontoise, le 12 décembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LOGICOR

134 boulevard Haussmann
75008 Paris

Références : 2023/0955
Code AIOT : 0006508063

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/12/2023 dans l'établissement LOGICOR implanté 8, rue de la Patelle ZAC des Bellevues 95066 Saint-Ouen-l'Aumône. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr>).

La visite s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LOGICOR
- 8, rue de la Patelle ZAC des Bellevues 95066 Saint-Ouen-l'Aumône
- Code AIOT : 0006508063
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est une installation d'entreposage, exerçant une activité relevant du régime de l'enregistrement pour la rubrique 1510.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 02/11/2017, article 2.5.1	Lettre de suite préfectorale	12 mois
10	Rétention des aires et locaux de travail et isolement du réseau de collecte	Arrêté Préfectoral du 02/11/2017, article 2.6.4	Lettre de suite préfectorale	12 mois
11	Chauffage	Arrêté Préfectoral du 02/11/2017, article 2.4.2	Lettre de suite préfectorale	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 01/01/2023, article R. 512-46-23	Sans objet
2	État des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4	Sans objet
3	Documents mis à disposition des secours	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.5	Sans objet
4	Accessibilité du site aux services de secours	Arrêté Préfectoral du 02/11/2017, article 2.1.2	Sans objet
5	Contrôle électrique	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15	Sans objet
7	Moyens de lutte contre incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13	Sans objet
8	Dispositif de protection foudre (étude technique, installation et contrôle)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15	Sans objet
9	Modélisation incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A date de la visite, l'entrepôt est vide et n'est pas exploité ce qui minore largement les dangers et inconvénients liés au site lui-même ou à son exploitation.

Néanmoins, en prévision de l'arrivée du locataire en 2025, il est attendu que le propriétaire prévienne la remise en conformité du site pour la rétention des eaux issues d'un incendie, ainsi que du réseau

de poteaux incendie. Les délais qu'il est proposé de laisser au propriétaire pour les travaux de remise en conformité sont de un an.

Il est par ailleurs rappelé que selon l'article 1.1.5 de l'arrêté préfectoral du 02 novembre 2017 :
L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, à chaque changement de locataire :
- le nom du locataire et la ou les cellules louées ;
- la nature et les quantités maximales de matières combustibles susceptibles d'être stockées ;
- **une modélisation des distances des flux thermiques à partir des méthodes de calcul en vigueur.**
L'étude de dangers est mise en jour autant que de besoin.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2023, article R. 512-46-23
Thème(s) : Situation administrative, Modification des installations
Constats : A date de la visite, les bâtiments de l'entrepôt ne sont pas exploités et sont vides. Le propriétaire indique que le précédent bail s'est achevé très rapidement, le précédent locataire ayant déposé le bilan de manière soudaine en avril 2023 pour une liquidation judiciaire effective en juillet 2023. 3 gardiens surveillent en permanence le site. Le propriétaire indique que le prochain locataire devrait s'installer en 2025. L'inspection ne constate pas la présence d'activités relevant d'une rubrique autre que la rubrique 1510, pour laquelle le site est régulièrement autorisé par l'arrêté préfectoral du 26 mai 1994.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks
Prescription contrôlée : I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

<p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.</p> <p>Constats : Le propriétaire indique que la gestion technique, et a fortiori la tenue de cet état des stocks, était confiée au locataire. Il n'est donc pas en mesure de donner un état de stock mis à jour hebdomadairement. L'inspection constate l'absence de tout stock dans l'entrepôt, et ne retient pas de non-conformité eu égard à la situation.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Documents mis à disposition des secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Documents mis à disposition des secours
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours : - des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ; - des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux ;</p>
<p>Constats : Les plans de locaux, comportant les moyens de protection incendie et les mentions de danger associées aux locaux, sont disponibles à chaque entrée du bâtiment. Les consignes pour l'accès des services d'intervention et de secours sont présentes dans un plan de défense incendie, mis à jour en septembre 2020 par la société B27.</p>
<p>Observations : Il sera nécessaire d'actualiser ce plan en tant que de besoin à l'arrivée du nouveau locataire.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Accessibilité du site aux services de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/2017, article 2.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité du site
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence de deux accès pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. On entend par accès à l'installation une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Cet accès doit pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours. Afin de permettre, en cas de sinistre, l'intervention des secours, une voie de 4 m de largeur et de 3,50 m de hauteur libre est maintenue dégagée pour la circulation sur le demi-périmètre au moins de l'entrepôt. Cette voie, extérieure à l'entrepôt, doit permettre l'accès des camions-pompes des sapeurs pompiers et, en outre, si elle est en cul-de-sac, les demi-tours et croisement de ces engins. A partir de cette voie, les sapeurs-pompiers doivent pouvoir accéder à toutes les issues de l'entrepôt par un chemin stabilisé de 1,40 mètres de large au minimum et sans avoir à parcourir plus de 60 mètres. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.
Constats : Lors du tour de site, l'inspection constate visuellement que les dispositions relatives à l'accessibilité du site sont respectées. Par ailleurs, le plan de défense incendie comporte une photo aérienne du site annotée, permettant une lecture rapide et aisée des accès. A noter qu'en l'absence d'exploitation, il n'y avait pas de véhicules stationnés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Contrôle électrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle électrique
Prescription contrôlée : Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.
Constats : Dans la mesure où la gestion technique du bâtiment était déléguée au locataire, l'exploitant ne dispose pas des derniers documents de vérification des installations électriques. Il est néanmoins en mesure de préciser, à partir d'un audit effectué en mars 2023, que le Q18 concluait à la conformité des installations électriques, et que 20 observations avaient été levées. La dernière vérification électrique avait eu lieu en septembre 2022. Compte tenu des circonstances, l'inspection des installations classées ne retient pas de non-conformité sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/2017, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">• 6 appareils d'incendie (bouches ou poteaux d'incendie) d'un diamètre nominal DN 100 ou DN 150. Ces appareils sont alimentés par un réseau public ou privé, sans passage par compteur ni by-pass. L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un appareil d'incendie. Les appareils d'incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins de secours). Les réseaux garantissent l'alimentation des appareils sous une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars. [...]
Constats : Lors du tour de site, l'inspection ne constate la présence que de 5 poteaux incendie. Ceux-ci ont un diamètre nominal de 150 mm. Le plan de défense incendie ne fait état que de 5 poteaux également. L'inspection constate visuellement que l'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un poteau incendie, et que les poteaux incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum. L'inspection relève que l'une des bouches à incendie est vraisemblablement hors d'usage. Le propriétaire indique avoir des problèmes d'intrusion sur son site, qui motive la présence de 3 gardiens actuellement. Il est demandé au propriétaire de prévoir la remise en bon état des poteaux le nécessitant, ainsi que la remise en conformité du nombre de poteaux, à savoir 6 et non 5.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 12 mois

N° 7 : Moyens de lutte contre incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens incendie
Prescription contrôlée : [...] Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m3/h durant 2 heures.[...]
Constats : L'exploitant est en mesure de présenter le calcul des besoins en eau d'extinction selon le référentiel D9, qui fait état d'un besoin de 270 m3/h.
Observations : Un nouveau calcul devra être réalisé à l'arrivée du nouveau locataire, conformément à la prescription 1.1.5 de l'arrêté préfectoral du 02 novembre 2017.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Dispositif de protection foudre (étude technique, installation et contrôle)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de protection foudre
Prescription contrôlée : L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010. ----- Arrêté ministériel du 4 octobre 2010 : Article 19 : En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection. Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique. Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne. Article 20 : L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations à autorisation au titre d'une rubrique des séries 1000,2000 ou 4000 autorisées à partir du 24 août 2008 et des installations à autorisation au titre d'une rubrique de la série des 3000 dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1er septembre 2022, et non soumises à ces dispositions par ailleurs à la date du 31 août 2022 , pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique. Article 21 : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.
Constats : Le propriétaire indique que la gestion technique du bâtiment était confiée à l'exploitant, et n'est pas en mesure de produire les documents demandés. Il est néanmoins en mesure d'indiquer, à partir du registre de sécurité, que le dernier rapport de vérification complète date du 07 octobre 2022. Compte tenu des circonstances, il n'est pas retenu de non-conformité sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Modélisation incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII
Thème(s) : Risques accidentels, Modélisation incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m ² . Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.
Constats : Le propriétaire présente une étude Flumilog, datée de décembre 2022 et réalisée par le cabinet B27. Elle comprend bien les distances d'effets associées aux flux de 8 kW/m ² . L'inspection relève que les effets associés aux flux de 8 kW/m ² sortent du site sur la partie Nord. L'exploitant indique avoir utilisé des hypothèses très conservatives au moment de l'étude, qui de fait ne correspondent pas à la situation actuelle (entrepôt vide).
Observations : L'inspection précise qu'il sera nécessaire d'actualiser cette étude à l'arrivée du prochain locataire, conformément au 1.1.5 de l'arrêté préfectoral n° IC-17-056 du 02 novembre 2017.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Rétention des aires et locaux de travail et isolement du réseau de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/2017, article 2.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des aires
Prescription contrôlée : Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. Pour chaque cellule, l'exploitant calcule la somme : <ul style="list-style-type: none">• du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ;• du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;• du volume d'eau lié aux intempéries, à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. Le volume du confinement nécessaire est alors déterminé par le plus grand résultat obtenu par ces différents calculs, sans être inférieur à 2000 m ³ . L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées le résultat de cette détermination ainsi que les justificatifs correspondants.
Constats : Le propriétaire indique que le confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie est réalisée sur l'espace de stationnement au niveau du quai de déchargement, et qu'il a une contenance de l'ordre de 500 m ³ , inférieure donc au requis de la prescription ci-dessus (2 000 m ³). Il n'est pas en mesure de fournir un calcul du volume nécessaire. Cette rétention ne figure pas sur le plan de défense incendie fourni par le propriétaire plus tôt dans l'inspection. Il est demandé à l'exploitant de se remettre en conformité, et d'en prévoir la signalisation dans le

plan de défense incendie.
Observations : Il est rappelé que l'exploitant a la possibilité de demander une modification de son arrêté préfectoral. L'inspection précise que celle-ci doit être dûment argumentée et justifiée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 12 mois

N° 11 : Chaufferie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/2017, article 2.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Chauffage
<p>Prescription contrôlée : Le chauffage de l'entrepôt et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.</p> <p>[...]</p> <p>A l'extérieur de la chaufferie sont installés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'arrivée du combustible ; • [...] • un dispositif sonore et visuel d'avertissement en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs, ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente. <p>[...]</p>
<p>Constats : Le propriétaire indique que le chauffage est assuré par 3 chaudières à gaz. A l'extérieur de la chaufferie, l'inspection constate la présence d'une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'arrivée du combustible. Elle constate l'absence de dispositif sonore ou visuel d'avertissement en cas de mauvais fonctionnement.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de se remettre en conformité.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 12 mois